

Braillard, Philippe (1987) *Mythe et réalité du non-alignement*.
Paris, Presses universitaires de France, 131 p.

Orlando Peña

Volume 33, Number 88, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022023ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022023ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Peña, O. (1989). Review of [Braillard, Philippe (1987) *Mythe et réalité du non-alignement*. Paris, Presses universitaires de France, 131 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 33(88), 141–143. <https://doi.org/10.7202/022023ar>

Le principe de l'« altruisme », associé dans le livre aux « bons sentiments », est souvent remplacé dans la pratique par une perspective comptable, imposée par un cadre financier contraignant (p. 48). L'« autonomie » est associée au pouvoir de se démarquer des gouvernements (p. 49). Or, malgré leur recherche d'autonomie, les organisations dépendent de la sphère gouvernementale, non seulement pour leur financement, mais aussi et surtout pour les sources d'information dont elles se nourrissent (p. 77). La « participation » est associée à la capacité de mobiliser les citoyens, particulièrement des citoyens bénévoles. Or, les auteurs constatent que le travail devient davantage professionnel et que le poids des travailleurs bénévoles diminue (p. 84). L'« efficacité », regrettent les auteurs, est trop souvent associée à la minimisation des coûts et rarement à la maximisation des effets (p. 109). Quant à la « participation », celle-ci est associée à l'implication des populations bénéficiaires. Or, on conclut que dans 22% des cas cette implication est nulle, que dans 24% elle est faible, et que dans 36% elle est modérée (p. 113). Et dans plusieurs cas, cette implication n'a lieu qu'au moment de l'exécution (p. 135).

Dans la troisième et dernière partie, les auteurs présentent leurs recommandations. Les organismes doivent modifier leur rôle dans le développement. Il faut viser une nouvelle division du travail entre les organisations non gouvernementales canadiennes et celles des pays du Tiers-Monde, une meilleure intégration entre le travail sur le terrain et les interventions politiques et le développement de nouvelles compétences. D'ailleurs, concluent les auteurs, les organisations du Sud exigent que celles du Nord redéfinissent leur rôle et qu'elles fassent la preuve de leur pertinence.

Bref, il s'agit d'un livre intéressant, qui permet de démystifier, par une critique au demeurant constructive, les organisations non gouvernementales de coopération internationale. Toutefois, l'analyse aurait pu être plus révélatrice, si les auteurs avaient distingué les différents types d'organisation dans le traitement de l'information, et s'ils ne les avaient pas abordé comme un tout cohérent. Après tout, des organismes tels CARE Canada (Ottawa), SUCO (Montréal) et le Centre de solidarité internationale (Alma) présentent des différences que le fait d'appartenir à la « catégorie » des ONG n'efface pas.

Juan-Luis KLEIN
Université du Québec à Chicoutimi

BRAILLARD, Philippe (1987) *Mythe et réalité du non-alignement*. Paris, Presses universitaires de France, 131 p.

L'ouvrage de Braillard, paru dans la collection de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève, présente un intérêt indéniable pour le géographe, bien que n'ayant toutefois aucun lien apparent avec la géographie. Les deux premiers chapitres de l'ouvrage constituent une tentative intéressante de présentation du concept du non-alignement et de ses manifestations concrètes depuis la Conférence afro-asiatique de Bandung en avril 1955. À ce sujet, il faut souligner la pertinence et l'utilité de l'annexe I qui contient les listes des participants à tous les sommets des pays non alignés (Belgrade, 1961 ; Le Caire, 1964 ; Lusaka, 1970 ; Alger, 1973 ; Colombo, 1976 ; La Havane, 1979 ; New Delhi, 1983 ; Harare, 1986). Toujours dans la même veine informative, l'annexe IV présente la chronologie des principales réunions de ce mouvement, entre 1961 et 1986. Parmi les autres renseignements que renferme cet ouvrage, soulignons celui concernant les fonctions du non-alignement, depuis l'atténuation de la structure bipolaire du système international et le passage à un système multipolaire, jusqu'à l'instauration d'un nouvel ordre économique international (p. 38-42).

Cette dimension informative laisse cependant la place à une approche plus critique dans le chapitre III où l'auteur traite du « mythe » du non-alignement. Tant les origines (« discutables ») que la nature (« mal définie ») et les fonctions (« quasi inexistantes ») du non-alignement sont remises en question par Philippe Braillard, et ce d'une façon que nous pourrions qualifier

d'excessive. Le lien que l'auteur établit entre le « mythe du non-alignement » et le « mythe du tiers-mondisme » relève, à notre avis, d'une vision ethnocentriste européenne qui ne tient pas tout à fait compte de la valeur mobilisatrice de ces deux concepts au sein des pays non alignés et du Tiers-Monde. Il est vrai que ni l'un ni l'autre de ces sous-ensembles géo-socio-politiques n'est complètement homogène et que, de ce fait, plusieurs prises de position ou projets de changement n'ont pas atteint les résultats escomptés. Mais il est également vrai que dans certains dossiers la présence et/ou, mieux encore, l'action concertée des pays non alignés ont permis un déblocage favorable pour les trois quarts de l'Humanité. Braillard le reconnaît lorsqu'il mentionne la participation active et l'influence exercée par les pays non alignés « dans le cadre des structures de coopération universelles que constituent les organisations internationales du système des Nations Unies ». Ce à quoi l'on pourrait ajouter ce qui s'est passé lors de la Troisième conférence des Nations Unies sur le Droit de la mer, inaugurée en décembre 1973, et dont le point culminant fut la signature, en décembre 1982, de la nouvelle Convention sur le Droit de la mer. Dans ce cas-ci, tous les observateurs s'entendent pour dire qu'un bon nombre des dispositions de la convention sont redevables des pressions exercées par les pays non alignés qui, de par leur nombre, ont fait fléchir (et réfléchir ?) les grands États industrialisés dont l'empreinte était beaucoup plus évidente dans les textes issus des première et deuxième Conférences des Nations Unies sur le Droit de la mer. En effet, en 1958 et 1960, le nombre total des pays concernés par ces délibérations plafonna entre 86 et 88. Par contre, en 1973 ce chiffre dépassa les 160, regroupant à la fois États et mouvements de libération nationale, parmi lesquels figuraient tous ceux qui étaient nés dans la foulée du processus de décolonisation en Afrique et en Asie dès le début des années soixante. Il faut noter que, dans leur quasi totalité, ces nouveaux États et mouvements de libération nationale avaient aussitôt rejoint le mouvement des pays non alignés, le nombre des participants ayant presque quadruplé entre le sommet de Belgrade (1961, 25 participants) et celui de La Havane (1979, 92 participants).

Les propos de Philippe Braillard sont plus nuancés lorsqu'il définit le non-alignement en tant qu'instrument de légitimation interne (chap. IV) et de légitimation internationale (chap. V). Il y a quand même lieu de relever ici la contradiction fondamentale que véhicule l'auteur lorsqu'il affirme que « par son discours structuré et cohérent... le mouvement des pays non alignés offre un cadre particulièrement favorable à ce processus de légitimation (interne) » (p. 67). Néanmoins, quelques pages auparavant, la nature du non-alignement lui semblait insaisissable « car les critères et les objectifs adoptés (par les pays non alignés) sont beaucoup trop vagues » (p. 46). Il est toutefois certain que la présence de chefs d'État ou de gouvernement lors des diverses réunions tenues dans le cadre du non-alignement et de la lutte contre le colonialisme tend à accroître leur légitimité interne et celle de leurs régimes. Ce qui, par extrapolation et sous toute réserve, est également valable dans les cas des grandes réunions de la Francophonie et du Commonwealth en ce qui concerne, par exemple, les leaders politiques du Canada. La légitimation internationale, de son côté, semble avoir été particulièrement recherchée et pour cause, par les mouvements de libération nationale, dont plusieurs ont acquis au sein du mouvement des pays non alignés leurs « lettres de noblesse » et le droit à une reconnaissance diplomatique élargie. Cette contingence est surtout claire, par exemple, dans le cas de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et celui de l'Organisation populaire (pour la libération) de l'Afrique Sud-occidentale (SWAPO) qui, toutes les deux, sont devenues membres à part entière du mouvement des pays non alignés, respectivement en 1975 et en 1978.

Malgré ses propres avertissements, Philippe Braillard réinterprète enfin le non-alignement en fonction surtout de la recherche — par les États et les mouvements de libération concernés — d'une légitimation interne et internationale. Ce qui agace en particulier l'auteur c'est que dans cette quête d'une identité plus précise, les pays non alignés tiennent un discours « moralisateur » dont les bords émissaires seraient les grandes puissances « ou en tout cas... certaines d'entre elles à la tête desquelles les États-Unis » (p. 99). C'est comme si, en cherchant à s'affirmer contre l'« autre », les pays non alignés perdaient du même coup une bonne partie de leur raison d'être. En regardant de plus près, une telle affirmation (toute moralisatrice et déclamatoire qu'elle puisse paraître) trouve sa place au cœur même du non-alignement, indépendamment du fait qu'elle n'ait pas toujours pu empêcher les conflits violents opposant certains pays non alignés. Il faut dire que le rapport que Philippe Braillard tente de faire tout au long de son livre entre l'appartenance au

mouvement des pays non alignés et leur incapacité à éviter ou à régler leurs affrontements mutuels, le tout en vue de démontrer le caractère mythique (donc irréel) du non-alignement, résiste mal au test des comparaisons historiques et surtout à l'examen que lui-même fait de la nature et des origines du non-alignement.

L'image du monde (et en particulier du Tiers-Monde) vue depuis Genève ne cadre pas toujours avec la réalité vécue quotidiennement dans ce « monde extérieur ». Le non-alignement n'est pas qu'une matière académique enseignée à l'Institut universitaire de Hautes Études internationales. Il se vit chez les chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, au sein de la direction politique des mouvements de libération nationale, et même dans une partie des populations concernées. Et il se vit, à notre avis, d'une manière (beaucoup) moins retorse que ce que Philippe Braillard prétend. Un moyen de légitimation ? Probablement oui, mais également une position politique tout à fait défendable en tant que moyen d'identification pour les trois quarts de l'Humanité.

Bref, au-delà de ses « fantasmes eurocentriques » et de la condescendance dont il fait preuve face aux pays non alignés (et au Tiers-Monde, en général), Philippe Braillard a produit ici un ouvrage qui favorise la réflexion sur le non-alignement. Le grand mérite du livre réside dans le fait que son auteur tente de rompre avec une vision béate du non-alignement. Il ne fallait peut-être pas aller aussi loin que Braillard le fait dans sa démarche critique, mais ses arguments constituent, sans aucun doute, un ferment qui permettra l'éclosion d'autres analyses, venant de l'intérieur même du mouvement du non-alignement, plus larges, mais aussi stimulantes (nous l'espérons) que celle-ci.

Orlando PEÑA
Université du Québec à Chicoutimi

ENEYDI, G. et VELDMAN, J., éd. (1986) *Rural Development Issues in Industrialized Countries*. Budapest, Centre for Regional Studies, 168 p.

Publié par le Centre d'études régionales de l'Académie des sciences de Hongrie, cet ouvrage se présente sous la forme d'un recueil d'articles ou, plus exactement, de communications scientifiques. En effet, les 14 courts articles rassemblés ici sont des versions revues et corrigées de textes ayant été présentés et discutés dans le cadre d'un séminaire, tenu à Utrecht en 1983, et réunissant des chercheurs hongrois et néerlandais.

Il faut d'abord avouer que l'ouvrage, dans son ensemble, déçoit quelque peu, ne répondant pas pleinement aux attentes suscitées par les éditeurs dans leur préface et leur texte introductif. On s'attend en fait à y retrouver une série d'études qui, en empruntant une démarche comparative, permettent de faire le point sur la problématique actuelle du développement rural dans les pays industrialisés. Or, après lecture, la portée de l'ouvrage apparaît beaucoup plus modeste. Ainsi, pour la majorité d'entre-eux, les auteurs se sont attachés à l'étude d'un problème très particulier de développement affectant une communauté rurale de leur pays d'origine, sans vraiment tracer de parallèles avec d'autres pays industrialisés et sans véritable effort de généralisation des résultats de leurs analyses. Même si quelques articles échappent à ces tendances, notamment celui de G. Barta sur l'industrialisation rurale en Hongrie, l'ouvrage est desservi par la quasi absence de cette démarche comparative, pourtant annoncée, de même que par la spécificité des problèmes étudiés et le caractère monographique de plusieurs des textes. Il prend dès lors la forme d'une collection d'articles dont les conclusions sont d'une portée limitée, et dont l'amplitude thématique est insuffisante à cerner la problématique du développement rural telle quelle se pose actuellement dans les pays industrialisés.

Ces réserves quant à la portée de l'ouvrage n'enlèvent par contre rien à la qualité des textes qui y sont réunis. Considérés sur une base individuelle, presque tous se présentent comme de